

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple – Un But – Une Foi

-----  
**MINISTRE DE L'ECONOMIE  
ET DES FINANCES**  
-----

**MINISTRE D'ETAT,  
MINISTRE DE L'ECONOMIE  
ET DES FINANCES**

**MAI 2009**

**Excellence Messieurs les Chefs d'Etat,**

**Monsieur le Premier Ministre,**

**Monsieur le Président de la BAD,**

**Mesdames, Messieurs les députés,**

**Mesdames, Messieurs les Représentants des missions diplomatiques accréditées au Sénégal,**

**Mesdames, Messieurs,**

**Je voudrais tout d'abord remercier le Président Kaberuka et tout le Groupe de la Banque Africaine de développement, d'avoir choisi notre pays pour la 3<sup>e</sup> fois après 1975 et 1992, pour y tenir ses assemblées annuelles. C'est là une marque de confiance que nous apprécions vivement. Cette confiance a, au demeurant, fortement stimulé le Comité national d'organisation et le Comité Scientifique que j'ai mis en place, qui ont travaillé d'arrache pied, en vue de la réussite de nos travaux d'aujourd'hui.**

**Je voudrais également remercier les chefs d'Etat et de gouvernement qui ont bien voulu accepter l'invitation de leur pair, Me Abdoulaye Wade, de venir rehausser de leur présence, les 44èmes assemblées annuelles.**

**Quant à vous Monsieur le Président de la République du Sénégal, tout le monde sait l'intérêt que vous portez aux questions économiques et financières et, d'une manière générale, au développement de l'Afrique. C'est la raison pour laquelle, en acceptant d'abriter et de présider vous même les assemblées annuelles du Groupe de la BAD, vous ne pouvez mieux manifester votre soutien à la première institution financière d'Afrique.**

***Excellences,***

***Mesdames, Messieurs,***

**Le contexte dans lequel se tient les présentes Assemblées Annuelles du groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD) est marqué par une grave crise économique et financière, qui affecte toute l'économie**

**mondiale, en particulier sa frange la plus vulnérable, celle des pays africains. En effet, cette crise risque d'entraîner plus de 50 millions de femmes et des enfants, dans l'extrême pauvreté.**

**Le thème retenu cette année par la BAD « *l'Afrique et la crise financière : un plan d'actions* » paraît, dans ces conditions, bien à propos. Au demeurant, aujourd'hui, nul autre sujet ne saurait être plus fédérateur pour les Etats membres de notre institution. C'est pourquoi, son traitement, requiert à notre sens : un diagnostic sans complaisance, l'évaluation des risques et le ciblage de mesures à mettre en œuvre sous forme de plan d'actions.**

**S'agissant du diagnostic, il est établi que la situation actuelle a résulté de l'éclatement de la bulle constituée par suite du profond dérèglement des marchés financiers, en partie facilité par des règles de supervision défailtantes ou inexistantes ; dans ces marchés spéculatifs, la priorité était donnée à tort à des mécanismes virtuels d'autorégulation, dans un contexte**

**de sophistication financière croissante et de recherche effrénée de profits additionnels, que la seule présence des investisseurs sur le secteur réel ne pouvait générer.**

**Bien entendu, ce dérèglement n'aurait pas pu prospérer sans l'existence de centres off-shore, le développement du « dumping réglementaire », des pratiques de rémunération des opérateurs incitant à la prise de risques croissants et inconsidérés et enfin sans le comportement peu orthodoxe, voire l'incompétence d'agences de notation, pourtant appelées à renseigner suffisamment sur la situation d'entreprises dont les actifs ont été survalorisés.**

**Pour ce qui est des risques, il conviendrait de souligner que l'ampleur et les délais de perception des effets directs et indirects de la crise sont assez variables d'un pays africain à un autre, le degré de sophistication des économies et des marchés, ainsi que la profondeur de leurs relations avec les places occidentales. A titre d'exemple, les Etats de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), qui ont paru relativement**

**épargnés jusqu'à une période récente, semblent désormais percevoir des signes tangibles précurseurs de déséquilibres internes induits par la crise.**

**Quant aux effets consécutifs à la contraction de la demande dans les pays riches, ils pourraient être particulièrement ressentis à tous les niveaux : emploi, envois de fonds de nos compatriotes migrants, Investissements Directs Etrangers, Aide Publique au Développement, échanges commerciaux, tourisme et recettes publiques.**

***Excellences,***

***Mesdames, Messieurs,***

**L'impact sera d'autant plus difficile à supporter que la crise actuelle est survenue dans un contexte où les effets de la récente flambée des prix des produits énergétiques et alimentaires n'ont pas été intégralement absorbés par les budgets des Etats.**

**S'agissant des mesures à mettre en œuvre, il est essentiel que toutes les parties impliquées d'une manière ou d'une autre, prennent leurs responsabilités.**

**A cet égard, les partenaires au développement devraient s'atteler à accroître leurs financements en faveur de l'Afrique. Des décisions importantes déjà prises dans ce sens, notamment durant les récentes réunions de printemps des institutions de Bretton Woods, méritent d'être saluées. Celles-ci nous semblent toutefois devoir être renforcées par de nouvelles initiatives allant dans le sens d'un plus grand élargissement des instruments de financement ; mais ces instruments doivent être mieux adaptés aux besoins ainsi que par des mesures hardies d'assouplissement des conditionnalités d'accès aux ressources.**

**Une attention toute particulière devrait être accordée à ce sujet au soutien aux pays à faibles revenus, les ressources affectées aux prêts concessionnels devant être sensiblement renforcées. Plus généralement, il est urgent que les engagements**

**relatifs à l'aide publique au développement ainsi qu'à la mobilisation de ressources au profit des pays du Sud, soient respectés et appliqués.**

**Ces mesures devraient être accompagnées d'une amélioration de la représentation de nos pays dans les institutions multilatérales de financement. La mise en œuvre diligente des accords conclus à ce sujet devrait être effective et renforcée par des réformes plus larges de la gouvernance de ces institutions, susceptibles de rééquilibrer les pouvoirs. Il reste entendu que la révision des quotes-parts au sein du FMI devrait également occuper une place importante dans la satisfaction des préoccupations africaines.**

***Excellences,***

***Mesdames, Messieurs,***

**L'Afrique reste un continent à fort potentiel, dont l'exploitation judicieuse à la faveur de la crise pourrait sensiblement sortir définitivement nos populations des**

**situations précaires qu'elles vivent et que les chocs exogènes ne font qu'exacerber.**

**La crise économique et financière doit, en effet, constituer une source d'opportunités commerciales et d'investissements. Dans ce cadre, le Plan d'urgence pour la réalisation de la sécurité alimentaire au Burkina Faso et la Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance (GOANA) au Sénégal constituent, entre autres, des exemples éloquentes de réponse qui ont prouvé, à suffisance, que la crise alimentaire n'était pas une fatalité.**

**En outre, l'occasion est à saisir pour renforcer la diversification ainsi que l'extension de notre coopération en direction de pays situés, jusqu'à une période récente, en marge de notre partenariat traditionnel. Il s'agit notamment des pays communément regroupés sous le sigle « BRIC », en l'occurrence le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine, qui devraient désormais se placer en pôle position pour**

**consolider leurs rapports économiques et politiques avec les pays africains en général.**

**D'importantes opportunités peuvent à cet égard être exploitées avec leur appui, en particulier au sein de grappes ou de filières porteuses de croissance mais aussi dans le cadre d'initiatives convergentes pour déterminer des créneaux porteurs ou pour la réalisation d'infrastructures structurantes.**

**Au niveau continental, la conception d'un "new deal" en faveur du développement économique et social représente un enjeu majeur, à même de permettre à l'Afrique de faire face à la crise.**

***Excellences,***

***Mesdames, Messieurs,***

**Nous devons continuer de déployer des efforts inlassables pour accroître : les investissements directs étrangers. Pour attirer des investisseurs, il faudrait créer un environnement attractif, ce qui devrait se**

**concrétiser par plusieurs actions parmi lesquelles : consolider la stabilité macroéconomique, asseoir un environnement attractif des affaires, ériger en règle la bonne gouvernance et renforcer l'intégration économique par exemple : Nous devons en outre continuer à défendre les positions justes jusqu'ici adoptées, pour une libéralisation du commerce équilibrée et conforme à nos intérêts.**

**A cet égard, le plan d'actions attendu des travaux de cette 44<sup>ème</sup> assemblée annuelle devrait comporter des recommandations et des propositions opérationnelles, mais ambitieuses. Pour notre part, il nous a paru opportun de verser aux réflexions une modeste contribution élaborée par une équipe multidisciplinaire constituée de cadres de l'administration sénégalaise.**

**Au plan de la démarche, toutes ces réformes devraient s'insérer dans un cadre approprié. Elles exigent de la réactivité de notre part, compte tenu de l'urgence, une unité d'action et une volonté politique sans faille. En effet, même si nombre de ces mesures**

**pourront être pilotées et mises en œuvre par nos institutions régionales économiques et politiques, il est hautement souhaitable que les pays africains puissent s'accorder sur une action commune au niveau continental, ce qui constitue un préalable à toute initiative viable.**

**La mise en œuvre du plan d'actions constitue un défi majeur à relever. A cet effet, il nous semble que l'instance politique suprême du continent, à savoir l'Union Africaine (UA), devra jouer un rôle primordial dans la détermination des orientations et dans la fixation des objectifs précis à assigner aux différents acteurs ciblés selon un échéancier déterminé. Pour ce faire, deux principes cadres nous paraissent devoir être proposés : les activités doivent être menées au niveau le plus approprié possible, selon le principe de subsidiarité, et il ne semble pas, a priori, nécessaire d'envisager la création de nouvelles institutions/structures chargées de leur mise en œuvre.**

**Le sens de l'unité politique et de l'intérêt général des pays africains représente, dans ces conditions, un message fort à adresser aux partenaires au développement des pays africains et d'une certaine manière, une réponse aux marchés qui doivent retrouver la stabilité et la raison qui leur échappent.**

***Excellences,***

***Mesdames, Messieurs,***

**Aussi, il est urgent que les Etats prennent leurs responsabilités, en assurant l'exécution diligente de toutes les décisions qui résulteront de la présente rencontre. De par le monde, les pays développés ont déjà donné le ton : le Plan Paulson aux Etats-Unis, le Plan d'action économique au Canada et le Plan de relance de l'Union Européenne, pour ne citer que les principaux. Ces initiatives ont permis de fédérer et de lancer une dynamique d'action concertée pour faire face à la crise, dynamique que les pays africains se doivent de suivre.**

**En ce qui nous concerne, nos pays disposent d'un allié et d'un instrument financier de taille, en l'occurrence la Banque Africaine de Développement.**

**En effet, depuis sa création, la BAD a joué un rôle essentiel dans le financement des besoins publics et privés de l'Afrique, à des conditions convenables, tout en présentant une solidité et une assise financière reconnues au plan international.**

**Pour le Sénégal en particulier, la coopération avec le Groupe de la BAD qui a démarré en octobre 1972, est très satisfaisante. Elle a permis de financer 64 opérations nationales (hors secteur privé), totalisant un montant, de plus de 1 Md de \$ US. Les principaux secteurs ciblés, à savoir les infrastructures (39 %) le social (21 %) et le rural (19 %) sont d'une importance stratégique pour notre pays. Au titre du secteur privé, trois opérations ont été financées, pour un montant de plus de 16 millions de \$ US.**

**A ces interventions, pourrait être ajouté le soutien apporté à une vingtaine d'opérations multinationales pour un montant cumulé de 26 millions de \$ US impliquant des institutions, organisations et structures, telles que l'Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Gambie (OMVG), l'Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal (OMVS) et l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA).**

***Excellences,***

***Mesdames, Messieurs,***

**Comme vous le constatez, l'assistance du Groupe de la BAD se situe en droite ligne des préoccupations de nos pays. En effet, la politique d'intervention de la Banque, tout en étant axée autour des Objectifs de Développement du Millénaire, de la lutte contre la pauvreté et de la promotion de la croissance, se fixe pour objectifs majeurs de soutenir les infrastructures, la gouvernance, le développement du secteur privé,**

**l'intégration régionale. Elle cible, entre autres, la promotion -des secteurs de l'agriculture, du développement social et humain ainsi que des questions transversales, en particulier la parité hommes-femmes, la viabilité de l'environnement et du changement climatique.**

***Excellences,***

***Mesdames, Messieurs,***

**Voilà les domaines d'intervention devraient être au cœur des mesures que nous devons mettre en œuvre afin d'amortir la crise et de positionner l'Afrique sur un sentier durable de croissance et de développement, pour le bénéfice de nos populations. L'action de la BAD mérite donc d'être soutenue vigoureusement par l'ensemble des membres et partenaires au développement.**

**Je vous remercie de votre attention.**